ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1417 – 1er septembre 1995 – prix : 9F

Affaire Madelin

OUI, DES PRIVILÈGES À ABOLIR, IL Y EN A!

CEUX DES CAPITALISTES!

Bosnie

BOMBARDEMENTS OCCIDENTAUX POUR HÂTER LA PAIX? AU DÉTRIMENT DES PEUPLES!

M 6189 - 1417 - 9,00 F

SOMMAIRE

3 – L'éditorial d'Arlette Laguiller

Élections partielles

2 – Les candidats de LO

– Les meetings d'Arlette Laguiller

Leur société

4 – Immigration : Debré renforce l'arsenal répressif

– Sospel

– Le redémarrage de Superphénix

5 – Rentrée des classes : sortez les sous !

– Petits calculs sur les retraites

– Les emplois familiaux

8 – Enquête sur les attentats : les immigrés payent

9 – Réquisitions de logements : le grand coup de pub

PCF

8 – Le PCF et le limogeage de Madelin

Dans le monde

6-7 – Ex-Yougoslavie : pourparlers de paix sur fond de bombardements

– Irak : bruits de bottes US

– Conférence de Pékin sur les femmes

12 – Zaïre : l'armée s'en prend aux réfugiés

– Algérie : un « processus électoral » dans l'impasse

Dans les entreprises

10 – ATT-GIS (région parisienne)

– SNECMA (Villaroche)

Voir

11 – Film : *Les Milles* de Sébastien Grall

– A propos des camps d'internement français

Des candidats de Lutte Ouvrière dans les élections législatives partielles

Lutte Ouvrière présentera des candidats dans dix des onze élections partielles dont le premier tour aura lieu le 10 ou le 17 septembre prochain. Nous en publions la liste.

Ce n'est pas que ces élections aient une importance politique particulière. Elles ne peuvent bien évidemment pas changer le cours des choses. D'autant qu'il s'agit d'élections partielles qui, de toute façon, ne peuvent pas modifier la majorité parlementaire. Et qui plus est, les circonscriptions en question sont des fiefs de la droite, et ne sont donc pas les plus populaires du pays. En effet, il s'agit pour d'anciens ministres du gouvernement Balladur, et pour Balladur lui-même, de récupérer leur siège afin de pouvoir de nouveau siéger à l'Assemblée nationale.

L'enjeu est donc ailleurs.

Il est opportun de mettre à profit ces campagnes électorales pour nous adresser largement aux travailleurs, aux jeunes, qui habitent dans ces circonscriptions ou qui y travaillent et qui ont été sensibles aux idées et aux propositions développées par Arlette Laguiller lors de sa campagne en avril dernier. Tout comme dans cette même optique, au lendemain de l'élection présidentielle, nous avions présenté des listes aux élections municipales dans plus de cinquante grandes villes du pays, et que nous avons sillonné la France durant les mois de juillet et d'août afin de multiplier discussions et contacts.

Nos candidats, les militantes et les militants de Lutte Ouvrière, et aussi tous ceux qui localement voudront s'associer à nous, multiplieront leurs efforts durant ces campagnes pour convaincre bien évidemment le maximum d'électrices et d'électeurs d'exprimer leur accord avec les idées que nous défendons en votant pour nos candidats. Mais ce sera en même temps l'occasion de discuter de la nécessité de ne pas s'arrêter à ce geste. Car l'urgence demeure de se regrouper pour que se constitue un parti qui représente les intérêts politiques des travailleurs.

Dans le cadre de cette campagne, Arlette Laguiller, dans chacune de ces circonscriptions, tiendra des meetings de soutien aux candidats. Nous publions ci-dessous le calendrier de ces meetings.

• Le 10 septembre •

10e circonscription de PARIS :
Chantal CAUQUIL, employée d'assurances, 46 ans
Suppléante : Monique LEBORGNE, infirmière, 54 ans

1ère circonscription de MEURTHE-ET-MOSELLE :
Etienne HODARA, conseiller biologiste, 43 ans
Suppléante : Christiane NIMSGERN, aide-soignante, 40 ans

5e circonscription des PYRENÉES-ATLANTIQUES :
Daniel MARTET, agent hospitalier, 45 ans
Suppléante : Claude ROUSSET, enseignante, 40 ans

6e circonscription des PYRENÉES-ATLANTIQUES :
Isabelle UFFERTE, infirmière, 36 ans
Suppléante : Brigitte COZET, aide-puéricultrice, 37 ans

7e circonscription de SEINE-MARITIME :
Véronique BREANT, aide-soignante, 40 ans
Suppléante : Hélène CHATROUSSAT, enseignante, 49 ans

5e circonscription du VAR :
Patrick GRENIER, ouvrier électricien, 39 ans
Suppléante : Danièle PECOUT, employée de la Poste, 45 ans

• Le 17 septembre •

12e circonscription de PARIS :
Marie-Madeleine LACROIX, employée aux Chèques Postaux, 42 ans
Suppléant : Jean-Pierre DALMAS, employé de banque, 48 ans

6e circonscription des HAUTS-DE-SEINE :
Jean-Claude GARAULT, ouvrier dans la métallurgie, 39 ans
Suppléante : Hélène JANISSET, postière, 38 ans

2e circonscription d'INDRE-ET-LOIRE :
Etienne CHERBLANC, ouvrier métallurgiste, 42 ans
Suppléante : Nadine GALINIER, institutrice, 36 ans

2e circonscription de HAUTE-SAVOIE :
Bruno PERRODIN, ouvrier métallurgiste, 37 ans
Suppléant : Pierre MICHALLET, enseignant, 42 ans

RÉUNION PUBLIQUE D'ARLETTE LAGUILLER

NICE (Alpes-Maritimes)
Vendredi 1er septembre à 20 h 30
Relais International de la Jeunesse
26, rue Scudéri – Cimiez – Nice

Soutenez Lutte Ouvrière !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et à envoyer à :
Lutte Ouvrière
BP 233
75865 Paris cedex 18

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1 000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

LES MEETINGS DE SOUTIEN D'ARLETTE LAGUILLER AUX CANDIDATS DE LUTTE OUVRIÈRE

A FREJUS,
SAMEDI 2 SEPTEMBRE
20 h 30 – Salle des Associations
« Le Sextant » Avenue de Provence
Fréjus-Plage

AU HAVRE,
MARDI 5 SEPTEMBRE
20 h 30
Salle des Fêtes de BLEVILLE

A NANCY,
JEUDI 7 SEPTEMBRE
20 h 30 – Salle Raugraff
Rue des Ponts – Nancy

A BAYONNE,
SAMEDI 9 SEPTEMBRE
20 h 30 – Centre municipal de réunions
Place Sainte-Ursule (près de la gare)
Bayonne

A AMBOISE,
MERCREDI 13 SEPTEMBRE
20 h 30 – Théâtre Beaumarchais,
Avenue des Martyrs-de-la-Résistance
Amboise

A ANNECY,
SAMEDI 16 SEPTEMBRE
à 18 heures – Salle Pierre Lamy
Rue de la République – Annecy

À PUTEAUX,
JEUDI 14 SEPTEMBRE
Palais des Congrès de Puteaux
3 bis, rue Chantecoq
(près de la mairie)
Puteaux

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 17 600 exemplaires. Composition : [& Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc – 93150 Le Blanc-Mesnil – 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE 1 an	LUTTE OUVRIÈRE 6 mois	LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Affaire Madelin

Oui, des privilèges, il y en a !

CEUX DES CAPITALISTES !

Juppé a choisi de se donner, en cette rentrée, l'image de l'intrépide chevalier traquant sans relâche la « fracture sociale ». A bon compte.

Il a spectaculairement viré Madelin, son ministre des Finances qui avait tenu des propos qui le gênaient. Quelques jours plus tard, il fait annoncer à son de trompe, par le ministre du Logement, la réquisition de 500 logements... alors que les sans-logis sont des centaines de milliers et les mal-logés des millions en France. Et à l'entendre, tout cela ne serait qu'un début.

Mais rien que ce début montre qu'il s'agit avant tout d'un bluff qui n'annonce rien de concret en faveur des travailleurs.

En fait, il n'y a aucune divergence entre Juppé-Chirac et Madelin. D'ailleurs, n'est-ce pas en connaissance de cause qu'ils l'ont choisi comme ministre ? Juppé l'a encore redit sur les antennes de TF1, il s'agit surtout d'une question de rythme, dont il entend rester le chef d'orchestre.

En fait, ce qui est reproché à Madelin, c'est d'avoir défendu ouvertement des projets que le tandem Chirac-Juppé entend mettre en œuvre, mais plus hypocritement.

Ainsi, par exemple, une des « inégalités » montrée du doigt par Madelin a été créée récemment par le gouvernement précédent, celui de Balladur. Il avait décidé d'augmenter le nombre de trimestres de cotisations nécessaires dans le secteur privé pour que les salariés puissent prendre leur retraite à taux plein. Balladur ne faisait d'ailleurs là que reprendre les idées développées dans un Livre blanc commandé par Rocard. Mais le fait que les salariés du secteur public n'aient pas encore subi les mêmes attaques que ceux du secteur privé, et puissent partir à la retraite après trente-sept ans et demi de cotisations « seulement » constitue, aux yeux du ministre, un « privilège », une intolérable « injustice » qu'il faut réparer en alignant tous les salariés sur le régime le plus défavorable.

La méthode utilisée par Madelin est bien connue. Elle a été largement utilisée par tous les gouvernements depuis vingt ans. Elle consiste, après s'être attaqué aux acquis des travailleurs du secteur privé, à essayer de les dresser contre ceux du secteur public, en présentant ces derniers comme des favorisés. De la même manière, on essaye de faire passer les travailleurs qui ont encore un emploi pour des privilégiés par rapport aux chômeurs, et ces derniers comme des oisifs et des parasites qui profiteraient de l'aide de l'État.

Mais ces justiciers-là ne disent mot pour désigner et dénoncer les vrais parasites, les vrais privilégiés, ceux qui vivent grassement des revenus du capital et de l'exploitation des travailleurs. Pas question qu'ils s'en prennent à leurs privilèges, mais au contraire, de leur en accorder de nouveaux. Ainsi Madelin affirmait, dans ses diatribes, qu'il serait urgent de procéder à une réforme fiscale. Réforme fiscale qui consisterait à alléger non pas les impôts de tous, mais à diminuer uniquement ceux des hauts revenus. Un tel projet n'est nullement abandonné par Juppé et par le remplaçant de Madelin, Arthuys. Il est simplement différé, comme le sont, n'en doutons pas, tous les projets qui visent à s'en prendre aux quelques garanties dont bénéficient encore les salariés dans leur ensemble, ou telle ou telle catégorie.

Car d'une manière ou d'une autre, que ce soit à la manière provocante d'un Madelin, qui prend peut-être aujourd'hui date pour revenir aux premiers postes, et pourquoi pas comme Premier ministre de Chirac, ou que ce soit à la manière plus douce – douce aujourd'hui, mais elle ne l'était pas hier, ni ne le sera peut-être demain – de Juppé-Chirac, ces hommes politiques poursuivent un même objectif. Ils veulent réduire encore plus le niveau de vie des travailleurs, réduire encore plus leurs droits, supprimer les quelques protections qui leur restent.

Lorsque Chirac et Juppé se prétendent partisans d'une politique de « concertation », cela signifie seulement qu'ils voudraient bien, en échange de quelques discussions autour du tapis vert, obtenir le soutien ou la neutralité de certains dirigeants des confédérations syndicales, amener les autres à se contenter de faire semblant de protester, pour faire passer en douceur les mauvais coups que le gouvernement envisage contre les travailleurs, les chômeurs, contre les pauvres.

Mais si Chirac et Juppé se montrent prudents à l'égard des travailleurs de la Fonction publique, c'est parce que ces derniers sont nombreux, regroupés dans des grandes entreprises, comme la SNCF, La Poste, les Télécom et l'Éducation nationale, et que, s'ils entraient en lutte pour défendre leurs droits, cela pourrait entraîner une épreuve de force dont le gouvernement ne serait pas sûr de sortir à son avantage.

N'est-ce pas l'illustration que, pour se faire craindre, pour faire reculer le gouvernement et le patronat, ce n'est pas entreprise par entreprise que les travailleurs, tous les travailleurs, ceux du secteur public comme ceux du secteur privé doivent se défendre ? C'est à lutter tous ensemble qu'ils doivent se préparer.

À nos lecteurs

Comme vous le savez, nous essayons de rencontrer ceux qui ont voté pour Arlette Laguiller, notre candidate lors de l'élection présidentielle. Nous estimons en effet qu'il faut reconstruire un parti qui défende réellement les intérêts politiques de l'ensemble des travailleurs, que c'est nécessaire et urgent, pour éviter qu'on réduise encore le plus grand nombre d'entre nous au chômage, qu'on diminue les salaires et le niveau de vie de ceux qui travaillent, et tout cela au profit d'une petite minorité de riches.

Mais vous pouvez vous associer facilement à cet effort.

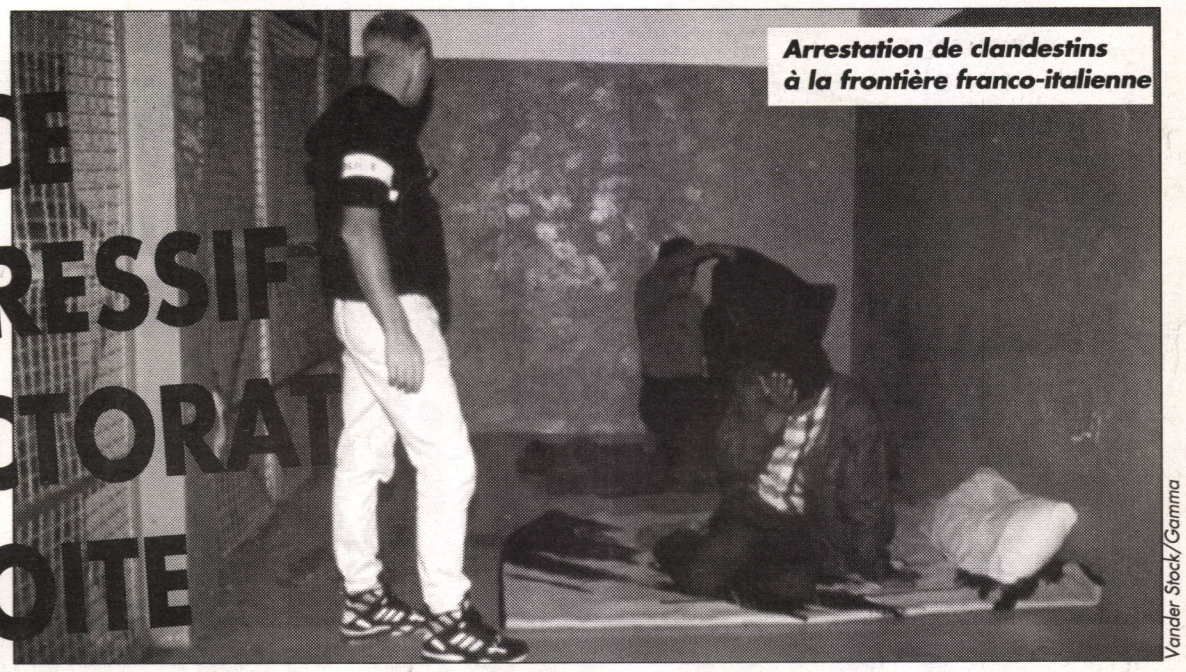
En effet, après avoir lu notre hebdomadaire, il suffirait de le donner à un ami, à un proche, à un camarade de travail, à un voisin, qui pourrait être intéressé par un article ou un autre, qui n'est pas déjà un de nos lecteurs.

Recommandez-lui l'article en question et il fera ainsi connaissance avec nos idées et peut-être deviendra-t-il à son tour un lecteur régulier.

Vous contribuerez ainsi à construire le parti qui manque tant à tous les travailleurs.

Immigration

DEBRÉ RENFORCE L'ARSENAL RÉPRESSIF ET FLATTE L'ÉLECTORAT D'EXTRÊME-DROITE



Arrestation de clandestins à la frontière franco-italienne

Vander Stock/Gamma

Profitant de l'émotion créée par les récents attentats, Jean-Louis Debré, le ministre de l'Intérieur, a annoncé qu'il comptait renforcer les mesures contre l'immigration clandestine. Selon ses déclarations, le gouvernement entend « *augmenter de 50 % le nombre de reconduites à la frontière* » et poursuivre la politique des charters, avec pour objectif d'atteindre 20 000 expulsions par an. En outre, les capacités « d'accueil » des centres de rétention administrative devraient être accrues et les amendes encourues par les entreprises ayant recours à de la main-d'œuvre clandestine devraient être aggravées.

Parallèlement, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, la police a intensifié ses contrôles. Selon les chiffres avancés dans la presse, ils seraient passés, à Paris par exemple, d'un rythme de 500 à 900 personnes par semaine à 3 000 – 4 000 depuis le 25 août, et auraient permis l'arrestation chaque jour d'une centaine d'étrangers, jugés en situation irrégulière.

Que l'immigration clandestine et les attentats n'aient aucun rapport, Debré n'en a que faire. A défaut de pouvoir garantir la sécurité de la population face aux poseurs de bombes, il profite des circonstances pour renforcer les pouvoirs de sa police, tout en flattant la fraction de l'électorat attirée par les thèses lepénistes sur l'immigration.

Déjà renforcé par Pasqua, l'arsenal répressif et le zèle des policiers contre les immigrés vont donc se retrouver aggravés. Si elles sont sans effet contre le terrorisme, ces nouvelles mesures contribuent à désigner les travailleurs d'origine étrangère, et pas seulement les clandestins, comme boucs émissaires, tout en satisfaisant la frange la plus réactionnaire de l'électorat, sensible aux idées d'extrême-droite. En entretenant un climat xénophobe, cette politique contribue à marginaliser toujours plus les travailleurs étrangers, et en définitive à les mettre encore plus sous la coupe des négriers qui les emploient.

Sospel

L'HOSPITALITÉ À LA FRANÇAISE

Un policier qui tire sur des voitures en convoi, à Sospel, à la frontière franco-italienne, bilan, un mort, un jeune enfant qui se trouvait dans une des voitures... Quelques jours après, les bonnes âmes peuvent être rassurées, l'enfant mort n'est pas bosniaque, comme on l'avait cru un moment, mais serbe... Pire même, tsigane de Serbie.

Et pour que tout rentre dans l'ordre au plus vite, les autorités se sont dépêchées d'expulser 38 des 43 personnes qui espéraient trouver sinon un peu de liberté, peut-être un peu de quiétude en France. Elles y seront restées moins d'une semaine, et encore, elles n'ont pas quitté la gendarmerie. Seuls quatre membres de la famille du jeune garçon tué dans la fusillade ont été autorisés à rester en France. Mais provisoirement, et pour l'un d'eux, dans une cellule de la prison de Nice.

Pour justifier cette décision d'expulsion, qui ne laissait aucun moyen de faire appel, les autorités ont expliqué que comme ces personnes n'étaient pas bosniaques mais tsiganes de Serbie elles « *ne provenaient pas d'une région de guerre ou d'une zone troublée* ». Donc pas question de droit d'asile. Sospel non plus, en temps ordinaire, n'est pas une zone troublée... Sauf par des tireurs policiers un peu fébriles.

Comme si toutes les populations de l'ex-Yougoslavie ne souffraient pas d'une manière ou d'une autre de la guerre et des différents chefs de cliques rivales qui se disputent le pouvoir là-bas. Pire pour les Tsiganes qui sont, en Serbie, mais pas seulement en Serbie, victimes de persécutions.

La reconstitution de la fusillade meurtrière a été elle aussi fort expéditive. Une grande partie des témoins n'avait pas été convoquée. Tout y a été fait pour accréditer la thèse officielle selon laquelle le policier à la gâchette fébrile se serait senti menacé. Par une colonne de voitures lourdement chargées roulant à 30 km/h sur une petite route de montagne ?

En tout cas ce policier lui n'a aucune raison de se sentir menacé aujourd'hui, ni par ses supérieurs – Toubon, l'actuel ministre de la Justice s'était empressé de déclarer qu'il s'agissait, dans cette affaire, d'un travail « *qui avait été fait normalement* » – ni par la justice. D'autant que les témoins rapatriés en Yougoslavie ne seront plus là pour prétendre le contraire.

Le redémarrage de Superphénix

Suite à l'autorisation de la Direction de la sûreté des installations nucléaires, Superphénix, le réacteur nucléaire de Creys-Malville, devrait redémarrer dans les jours qui viennent.

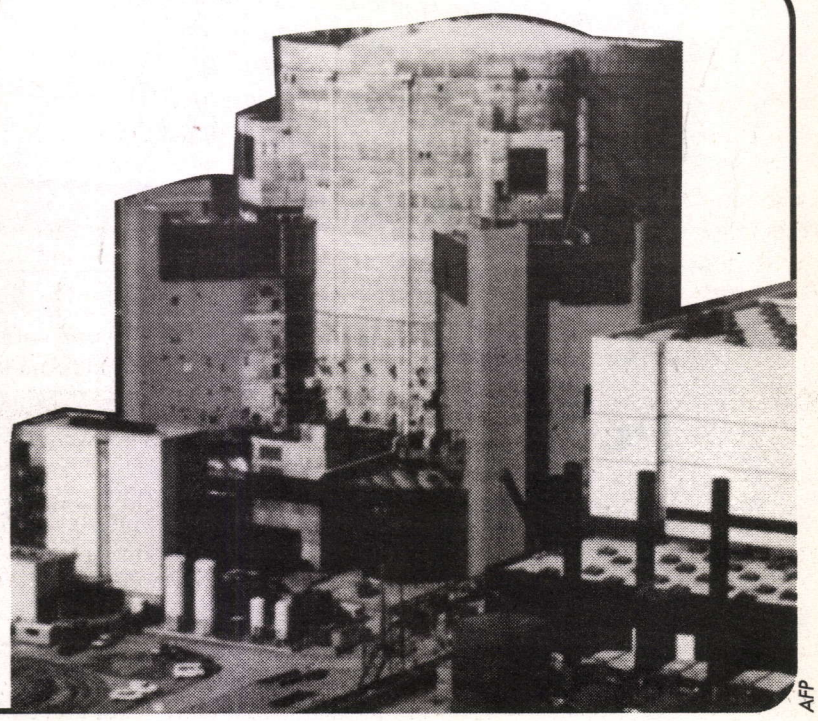
Depuis son démarrage le réacteur a coûté plus de 27 milliards de francs et n'a jamais fonctionné à plein régime.

Après de nombreux problèmes techniques et surtout un arrêt total de juillet 1990 à juillet 1994, le gouvernement a renoncé en 1994 à le rendre rentable et l'a transformé en un « *outil de recherche et de démonstration* ». Depuis, suite à des incidents techniques, le réacteur n'a fonctionné que par intermittence et est arrêté depuis le mois de décembre.

Superphénix devrait servir maintenant à mettre en place un programme « *d'acquisition de connaissances* ». Il est aussi question de le transformer en un incinérateur de déchets radioactifs dangereux. Mais il pourrait également servir pour les recherches militaires.

Tous ces arrêts, ces incidents et ces redémarrages peuvent difficilement nous inspirer confiance. En plus, comme la transparence n'est vraiment pas le fort des responsables des programmes nucléaires, on ne peut pas réellement savoir quels sont les risques encourus ni l'utilité réelle de ce redémarrage. Et personne n'a demandé son avis à la population de la région, qui est pourtant la première concernée.

C'est bien significatif du mépris de ceux qui nous gouvernent.



AFP

AFP

Rentrée des classes

SORTEZ LES SOUS !

Comme à chaque rentrée, les associations familiales ont calculé ce qu'il va en coûter aux familles. Les chiffres annoncés ne comprennent que les fournitures scolaires obligatoires, et pas tout ce à quoi doivent faire face, par ailleurs, les familles : dictionnaires, frais de transport ou de cantine, etc.

Ainsi donc, évalué par la Fédération des Familles, le coût de la rentrée est de 967 F pour un élève entrant en 6e, exemple qui sert de base de calcul, soit une hausse de 4 % par rapport à l'an dernier, ce qui n'est guère étonnant, ne serait-ce qu'à cause de la hausse récente de la TVA. D'autres associations de familles calculent différemment et arrivent à un coût plus de deux fois plus élevé pour un élève entrant en seconde, surtout dans les classes de l'enseignement technique, classes qui accueillent en majorité les enfants des milieux populaires.

On a pu voir à la télé ou lire dans la presse des exemples de variations de prix pour des produits similaires, ou même identiques. Selon que le double décimètre n'était qu'un vulgaire bout de plastique à moins de 2 F ou agrémenté de logos et de décorations diverses à plus de 20 F. Les fabricants profitent et abusent du fait que les enfant ont envie d'avoir, comme leurs copains, un cahier ou une règle « à la mode »... Les Chevignon, Creeks, Nike ou Reebok ont fait, cette année encore une rentrée remarquée. Car la « rentrée », c'est aussi une aubaine pour les marchands. Pensez donc, 14 millions d'élèves pour chacun desquels on dépensera, en moyenne 1 000 F pour les équiper, cela constitue un fameux pactole.

Un peu plus de la moitié des familles vont toucher une allocation de rentrée majorée, soit 1 500 F par enfant. Il faut pour cela gagner moins de 121 189 F de revenu imposable avec deux enfants, c'est-à-dire ne pas dépasser 14 000 F de revenu global par mois. Le gouvernement a décidé de reconduire la mesure temporaire de triplement de l'allocation (qui aurait été sinon de 416 F). Mais ce n'est pas un geste aussi généreux qu'il y paraît car, non seulement cette allocation ne couvre pas le vrai prix de la rentrée, mais le gouvernement ne fait pas de cadeau. Il récupère en effet cette augmentation en n'augmentant pas les prestations familiales aussi vite que l'inflation et en mettant une partie de cette augmentation à la charge de la Caisse d'allocations familiales... c'est-à-dire qu'elle sera payée par les cotisants, les familles elles-mêmes !

L'école est gratuite, mais la rentrée est, elle, payante !

Alain LECAIRE

PETITS CALCULS POUR LES RETRAITES

La revue de l'INSEE vient de publier une enquête sur les revenus des retraités. La presse s'en est emparée pour titrer « *le niveau de vie des retraités dépasse celui des actifs* » (*Le Monde* du 23/08/95), ce qui alimente une campagne qui n'est pas nouvelle et qui tendrait à faire passer l'ensemble des retraités pour des privilégiés. Eux aussi !

On parle de moyenne. Or, selon la façon d'établir celle-ci (par tête ou par ménage, avec ou sans dépenses de santé), on obtient des résultats bien différents. Mais surtout, comme à chaque fois que l'on parle de moyenne, cela ne veut pas dire grand-chose. Par exemple l'inégalité ne disparaît pas avec l'âge. Au contraire. Ainsi, si l'on compte comme « pauvres » les 10 % qui gagnent le moins dans l'ensemble du pays, un pauvre sur cinq est une personne de plus de 65 ans. Un million de retraités, soit un sur 8, doit se contenter du minimum vieillesse, un peu plus de 3 200 F. Et à côté des 20 % des retraités les plus riches, qui ont des revenus supérieurs à 250 000 F par an en cumulant une bonne retraite, des revenus de placement et qui possèdent en général leur logement, les 20 % les plus pauvres vivent avec moins de 50 000 F par ménage et par an, dont la quasi-totalité provient de leur pension ou d'allocations complémentaires.

Mais surtout cette photographie, déformée, de la situation actuelle n'indique rien sur ce que sera l'avenir des retraités. Et cet avenir est inquiétant. Car si les retraites se sont améliorées ces dernières années, et encore de façon insuffisante, cela est dû au fait qu'arrivaient progressivement à l'âge de la retraite des générations qui avaient travaillé et cotisé à peu près régulièrement. Or l'enquête elle-même montre qu'aujourd'hui les inégalités se creusent autour de la cinquantaine, entre ceux qui ont conservé un bon emploi et ceux que les patrons ont mis au chômage et qui vont de petits boulots mal payés en périodes de chômage. Ceux-là arrivent à la retraite avec des payes amputées et auront de plus en plus des retraites inférieures. Sans parler des jeunes qui trouvent de plus en plus tard un vrai emploi.

Depuis plusieurs années, les retraités sont dans le collimateur des gouvernements. Cela avait commencé avec le « livre blanc » établi sous Rocard et appliqué par Balladur, qui a augmenté progressivement la durée de cotisations tout en réduisant le montant des retraites. Aujourd'hui on s'apprête à ponctionner les retraites, et les plus petites d'ailleurs, au nom de « l'équité ». Mais comme les actifs ne sont pas mieux traités, rien ne sert d'essayer de se dresser les uns contre les autres : c'est le capitalisme qu'il faut mettre à la retraite !

A. L.

Emplois Familiaux

BONS POUR LES PLUS RICHES

Le ministère du Travail vient de publier une enquête concernant le personnel de maison déclaré en 1994. Il constate que le nombre d'employeurs âgés et aux revenus modestes est en augmentation. En ce qui concerne le ménage, tâche la plus fréquemment demandée, 54 % des employeurs ont plus de 70 ans contre 40 % en 1992, et 39 % d'entre eux gagnent moins de 10 000 F par mois, contre 33 % en 1992. Cela tient sans doute en partie aux différentes simplifications apportées aux démarches à effectuer pour déclarer un employé familial.

Au ministère du Travail, on en déduit que les emplois familiaux ne sont pas réservés aux riches. Peut-être... mais les avantages fiscaux qui vont avec, eux, restent toujours l'apanage des ménages aux revenus les plus élevés. Ils peuvent en effet déduire de leurs impôts la moitié des sommes qu'ils versent pour leur employé de maison. Le plafond limitant cette réduction d'impôts est passé de 13 000 F à 45 000 F depuis l'époque de l'enquête, augmentant encore le cadeau fiscal que leur fait le gouvernement.

Parallèlement, les ménages non imposables (plus d'un quart des employeurs en 1994), quand ils ne bénéficient pas de l'aide ménagère, assument eux totalement le salaire de leur employé de maison.

Ex-Yougoslavie

Pourparlers de paix sur fond de bombardements

CRIMINELS NATIONALISTES ET PARRAINS OCCIDENTAUX

Le sinistre tir d'obus sur le marché de Sarajevo, le jour même où devaient débuter à Paris des nouveaux pourparlers sur l'avenir de la Bosnie, rappelle dans quelle impasse sanglante les cliques nationalistes qui se déchirent la Bosnie, et plus généralement l'ex-Yougoslavie, ont entraîné «leurs» peuples. Et le bombardement de l'aviation et des chars de l'OTAN et de la Force de Réaction Rapide contre les Serbes, ordonné en représailles, est une intervention destinée à faire pression sur les nationalistes serbes – et accessoirement sur les autres – dans le cadre de ces négociations.

Ce qu'il peut sortir de ce énième «*plan de paix*», concocté par les dirigeants américains et soutenu plus ou moins par les autres grandes puissances et, dit-on, par la plupart des dirigeants serbes, croates voire bosno-musulmans, nul ne le sait. Car sur le terrain, chaque clan s'active à conforter ses positions en vue de négociations qui, de toute façon, seront fonction des rapports de force locaux et de situations militaires dans lesquelles les multiples seigneurs de la guerre n'ont sans doute malheureusement pas encore dit leur dernier mot.

La presse française a fait ses gros titres sur le fait que le président bosniaque, Alija Izetbegovic, était en quelque sorte l'invité d'honneur de ce ballet diplomatique parisien où se pressent, entre autres, Chirac et un vice-ministre américain des Affaires étrangères. Et à cette occasion, nombre de journaux l'ont présenté comme une sorte d'agneau qui aurait, en Bosnie, à affronter des loups voulant dépecer la Bosnie.

Que la Bosnie soit mise en pièces – comme d'ailleurs le reste de la Yougoslavie – c'est un fait. Et il semble bien que le nouveau «*plan de paix*» américain et européen soit prêt à en prendre acte. Mais ces dirigeants bosno-musulmans qui prétendent aujourd'hui être les partisans d'une Bosnie unifiée et multi-ethnique n'ont pas été les derniers à avoir dressé les peuples de Yougoslavie les uns contre les autres.

Cet Izetbegovic, dont la presse a rappelé qu'il s'était fait connaître comme un militant nationaliste musulman dès la fin des années quarante, se fit élire président de Bosnie en 1990 à la tête d'un bloc de partis nationalistes où l'on trouvait bien sûr le sien, le SDA, mais aussi celui du nationaliste bosno-serbe Karadzic et celui des nationalistes croates de Bosnie. Eh oui, ces gens qui, aujourd'hui, se disputent le pouvoir en martyrisant la population de Bosnie au nom d'un nationalisme qui serbe, qui croate, qui musulman, étaient alliés, il y a encore peu. Izetbegovic attendra encore un an après que les deux plus riches républiques de Yougoslavie, la Slovénie et la Croatie, encouragées par leurs protecteurs occidentaux, auront proclamé leur indépendance avant de décider celle de «sa» république. Pour cela, il s'appuiera en 1992 sur une alliance avec les nationalistes croates en excluant les nationalistes serbes du pouvoir. Mais cette alliance entre ceux qui se voulaient les chefs de la plus importante minorité de Bosnie – les Musulmans – et ceux de la plus petite – les Croates – allait à son tour voler en éclats en 1994, une guerre atroce opposant désormais pour la conquête de villes et villages les milices des chefs de guerre serbes, croates et musulmans.

Et même si depuis, devant les victoires militaires des milices serbes et sous la pression des États-Unis, les nationalistes musulmans du SDA et les Croates nationalistes d'Herceg-Bosna ont reconstitué une sorte de front commun, la logique nationaliste du SDA ne s'est pas arrêtée. Au contraire. Dans le cinquième de Bosnie que semble contrôler le SDA, son chef, Izetbegovic et les siens ont non seulement instauré une sorte de régime de parti unique, en monopolisant tous les rouages du pouvoir, mais ils ont poussé à la constitution d'un État musulman faisant la part belle aux religieux, où l'Islam est enseigné en classe, où les autorités ont lancé des campagnes contre les mariages inter-ethniques, où, surtout dans les campagnes, les miliciens nationalistes font pression pour que les femmes portent le voile.

Peut-être, un jour ou l'autre, Izetbegovic et ses alliés nationalistes croates se retrouveront aux côtés du leader serbe de Bosnie, Karadzic, autour d'une même table de négociation. Et probablement aussi Tudjman, le chef de la clique nationaliste au pouvoir en Croatie, et Milosevic, son homologue de Serbie, avec pour chaperonner le tout, des représentants des grandes puissances. Et tous ces gens, que rien de fondamental dans leur politique ne distingue les uns des autres, nous parleront alors de «paix retrouvée»... autour d'un tapis vert qu'ils auront tous contribué à rougir du sang de leurs peuples.

Pierre LAFFITTE

Bosnie

Les arguments sanglants des nationalistes

Au moins 35 morts et 90 blessés : tel est le bilan provisoire des tirs de mortier qui se sont abattus, lundi 28 août, sur le marché de Sarajevo, la capitale de la Bosnie.

Même si les artilleurs des milices serbes de Bosnie sont le plus souvent désignés comme les auteurs de ce carnage, les journaux et observateurs internationaux n'en excluent pas pour autant qu'il puisse s'agir d'une provocation des nationalistes bosno-musulmans. Et il est probable, comme lors de précédents tirs meurtriers, que l'on ne saura jamais la vérité.

Mais le simple fait que les journalistes puissent s'interroger sur les auteurs de ces tueries aveugles montre que, de part et d'autre, on est capable des mêmes abominations. Car, de tous côtés il s'agit d'une politique criminelle, terroriste dont les victimes sont tous les peuples de cette région.

LES PACIFICATEURS OCCIDENTAUX EN ACTION...

Dans la nuit du 30 août, les puissances occidentales ont lancé une vaste opération militaire contre les positions serbes de Bosnie, combinant les raids aériens de l'OTAN à l'artillerie lourde de la Force de Réaction Rapide. A l'heure où nous écrivons, ces raids durent depuis plusieurs heures.

C'est la première fois que les forces militaires occidentales interviennent avec cette ampleur. 60 avions auraient participé à l'opération – dont une dizaine d'avions français. Cette réaction des forces occidentales se ferait en riposte au massacre qui, deux jours plus tôt, avait fait 37 morts sur un marché de Sarajevo, l'obus meurtrier responsable de ce massacre étant attribué aux forces serbes de Croatie.

Mais les massacres perpétrés par les raids des forces occidentales ne procèdent certainement pas de la simple volonté de punir des criminels fautifs. D'ailleurs est-il vraiment possible, dans cet entrelacs de barbarie mutuelle, de discerner les fautifs de ceux qui le seraient moins ? Seules les populations prises entre plusieurs feux, auxquels viennent s'ajouter aujourd'hui ceux des puissances occidentales, sont à coup sûr les victimes, quel que soit le territoire où elles essaient de survivre.

Les bombes qui se déversent des avions occidentaux semblent plutôt constituer un élément dans le plan de négociation qu'essayent de promouvoir les Occidentaux, et en premier lieu les Américains. Le président bosniaque, Izetbegovic, en visite à Paris avait déclaré, la veille de ces bombardements, qu'il entendait demander la suspension du processus de paix tant que le massacre du marché de Sarajevo resterait impuni. Simple coïncidence ? En tout cas l'intervention occidentale apparaît du coup comme une réponse à la sollicitation du dirigeant bosniaque... Pour peser sur le rapport de force en faveur des dirigeants bosniaques ? Pour amener les Serbes de Bosnie à composition ?

De toute façon si une paix pouvait naître de ces bombardements – ce qui n'est pas garanti, car pour le moment ils n'ont abouti qu'à déclencher des affrontements nouveaux – ce serait la paix armée, lourde de conflits que les puissances occidentales auraient largement contribué à attiser.

J.P.V.

Conférence

UNE

Du 4 au 15 septembre, se tiendra à Pékin une conférence organisée par l'ONU sur la situation des femmes dans le monde. La Chine n'est pas à proprement parler un modèle dans le domaine des droits de l'homme : il suffit de rappeler que le même gouvernement chinois réprimait dans le sang, il y a six ans à peine, les manifestants de la place Tienanmen dans la même ville de Pékin... Ces jours-ci les autorités multiplieraient les mesures pour éloigner de la capitale tous les «gêneurs» potentiels susceptibles de troubler la conférence.

Le régime chinois n'est pas davantage réputé avoir beaucoup de respect pour les droits de la femme. Sa politique de limitation des naissances à un enfant unique par couple s'accompagne de pratiques autoritaires telles que la stérilisation et l'avortement forcé des femmes. Et ce n'est qu'un aspect parmi d'autres.

Tout cela mérite d'être dénoncé et illustre l'hypocrisie de ces grands-messes internationales, régulièrement organisées sur différents sujets – l'environnement, la démographie, etc. Quel que soit le prétexte, cela permet aux représentants des États de faire de grandes proclamations, oubliées aussitôt après avoir été prononcées, et de se faire de la publicité à peu de frais. Cette fois-ci, ce sera Hillary Clinton, et à travers elle, son mari le président des États-Unis – qui aura la vedette en se rendant deux jours à Pékin.

Mais la Chine ne se distingue guère des précédents organisateurs de ce genre de sommets. Il y a trois ans le gouvernement brésilien, quelques

Bruits de bottes autour de l'Irak

TOUJOURS UNE ODEUR DE PÉTROLE

Manœuvres militaires conjointes américano-jordaniennes en Jordanie qui ont débuté le 18 août 1995

Gamma

Au début du mois d'août, deux gendres de Saddam Hussein, deux frères, l'un dirigeant au plus haut niveau de l'appareil économique et militaire, l'autre, un des chefs de la garde présidentielle, ont fait défection, quittant Bagdad pour se réfugier dans la capitale de la Jordanie voisine, avec femmes, enfants et gardes du corps. Dernièrement, le demi-frère de Saddam Hussein aurait été blessé *« accidentellement lors de tirs de joie au cours d'un mariage »* par le fils de Saddam.

Quoi qu'il en soit exactement, l'un des « déserteurs » à peine arrivé à Amman, a révélé « tout » à qui voulait l'entendre, et en premier lieu au roi Hussein de Jordanie, son hôte intéressé, et aux services américains accourus pour la circonstance.

Gesticulations militaires américaines

Et parmi ces révélations : Saddam Hussein s'apprêtait à attaquer le Koweït et l'Arabie Saoudite au mois d'août de cette année (cette accusation paraît ridicule : comment le dictateur irakien, avec son armée détruite lors de la guerre du Golfe, pourrait-il seulement songer à s'en prendre à nouveau à ce Koweït ou à l'Arabie Saoudite, qui sont sous la protection directe des USA ?), mais il aurait dû y renoncer devant la défection de son gendre.

Ni une ni deux cependant, les États-Unis, qui de leur côté ont prétendu avoir décelé des mouvements « suspects » de l'armée irakienne, ont décidé de mobiliser : ils déploient 1 400 soldats au Koweït, en tiennent 22 000 prêts à partir et rapprochent de l'Irak deux porte-avions.

Simultanément, ils déploient 2 500 marines appuyés par des blindés en Jordanie dans le cadre de manœuvres conjointes avec l'armée jordanienne.

Personne dans le monde un peu averti, et les premiers concernés d'abord, Koweïtiens et Jordaniens, ne prend au sérieux la réalité de la « menace » irakienne. Les Koweïtiens ne se sont pas rués dans les banques ni dans les magasins. Quant à la Jordanie, la Légion arabe du roi Hussein n'a jamais été mise en état d'alerte, l'unique point de passage entre les deux pays est resté ouvert.

En réalité, comme à l'automne dernier, Clinton joue à se faire peur pour tout un ensemble de raisons, qui n'ont rien à voir avec une « menace irakienne », parmi lesquelles, et sans doute pas la moindre, la question du pétrole. Les diplomates américains ont obtenu en effet que l'Arabie Saoudite fournisse à la Jordanie le pétrole qu'elle obtenait jusque-là de l'Irak par dérogation spéciale de l'ONU à l'embargo, et ce à des conditions tout aussi avantageuses.

La Jordanie était le seul (et maigre) débouché pétrolier de l'Irak, elle ne le sera plus.

L'embargo maintenu ?

Le 9 septembre doit être débattu au Conseil de sécurité des Nations unies la question de la levée de l'embargo contre l'Irak. Et une fois de plus il y a fort à parier que l'embargo qui dure depuis cinq ans, qui paralyse l'économie irakienne, qui affame, condamne sa population aux épidémies et à la misère, ne sera pas encore levé.

Il ne sera pas levé bien que la France y soit favorable (timidement) – non qu'elle soit soucieuse du sort de la population irakienne, mais Elf et Total sont les deux compagnies les mieux placées pour l'instant en cas de réouverture du robinet irakien.

Il ne sera pas levé parce que les alliés, les créatures des États-Unis sur place, l'Arabie Saoudite et les Émirats, dont le Koweït, y sont opposés : ce sont ceux qui produisent et vendent, en plus de la leur, la part de production hier fournie par l'Irak. Une levée de l'embargo aboutirait à une restriction de leur production et de leurs ventes, et certainement une baisse des cours du pétrole. Tel n'est donc pas leur intérêt ni non plus pour l'instant celui de leurs commanditaires : les compagnies pétrolières américaines.

Il ne sera pas levé non plus car l'impérialisme qui règne sur cette planète estime que le peuple irakien n'a pas encore assez payé pour avoir osé un jour, en la personne de son dirigeant et quoi qu'on puisse penser de lui, remettre en cause les frontières dessinées par les « démocraties » occidentales.

Jean GALLET

de Pékin sur les femmes

COMÉDIE À GRAND SPECTACLE

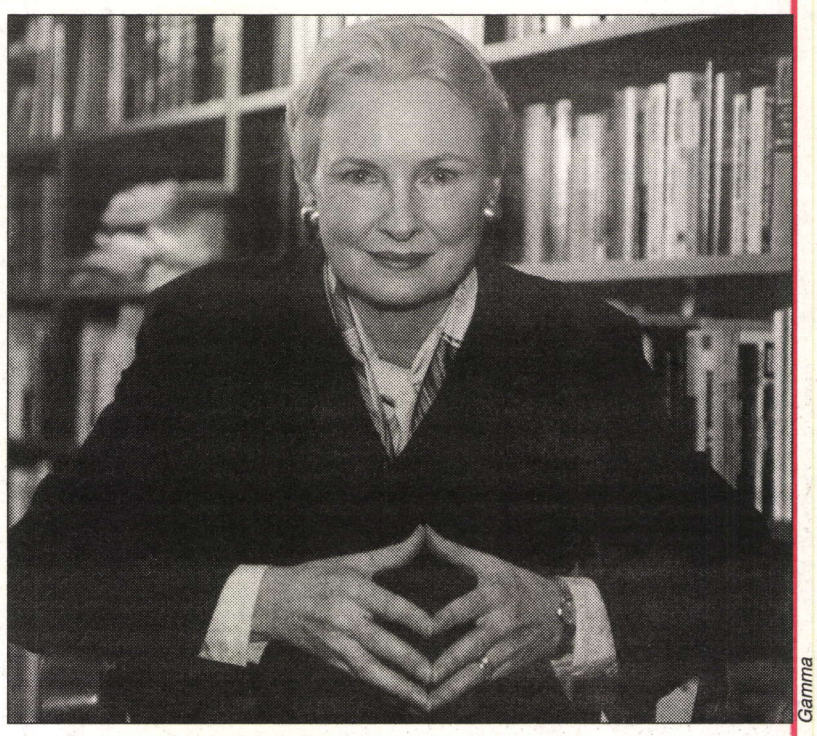
jours avant l'ouverture de la conférence sur l'environnement à Rio de Janeiro, « nettoyait » la ville de toutes les bandes d'enfants des rues en les expulsant dans les provinces alentour le temps des festivités… Les dirigeants chinois ne font finalement que se conformer aux usages. Ils ont même prévu d'organiser des circuits touristiques pour les « conférenciers », réputés pour apprécier ce genre d'à-côté…

Dans le même temps, les ONG (organisations non gouvernementales), mais accréditées par l'ONU – qui tiennent parallèlement un forum où l'on s'exprime un peu plus librement qu'à la conférence officielle – seront cantonnées à Hairou, petite ville à 50 km de Pékin où se trouveront les journalistes… Mais, comme on ne prend jamais assez de précautions, le gouvernement chinois a refusé à 18 de ces ONG l'entrée sur son territoire. Parmi celles-ci figure une organisation de femmes iraniennes refusant l'application de la Charia, la loi islamique. Afin de ne pas nuire aux bonnes relations de la Chine avec les pays islamistes… Et pour que les intégristes de tous bords soient équitablement servis, la conférence officielle accueillera une délégation du Vatican, comprenant certes 13 femmes, mais envoyées pour défendre le « *droit d'être mère et de l'assumer* » selon les règles papales contre l'avortement et la contraception.

Les femmes n'ont absolument rien à attendre de cette farce à grand spectacle, ni plus ni moins hypocrite que les précédentes. Et pourtant, le rapport 1995 du Programme des Nations-Unies pour le Développement, particulièrement consacré aux femmes, a confirmé s'il en était besoin, l'inégalité de la femme dans tous les domaines et dans tous les pays. Même les plus développés puisque la France par exemple n'arrive qu'en 31e position en ce qui concerne la participation des femmes dans la vie publique ; toujours en France, le salaire moyen des femmes à travail égal est inférieur de 24 % à celui des hommes. Et dans de nombreux pays plus pauvres, les statistiques ne rendent même pas compte du poids de l'obscurantisme et de l'oppression qui pèse sur les femmes.

Mais pour mettre fin à cette injustice faite à une moitié de l'humanité, il faudra changer radicalement cette société qui entretient toutes les inégalités et toutes les formes d'oppression, même les plus barbares héritées du passé.

Marc REMY



La dirigeante de la délégation vaticane, réactionnaire et antiféministe notoire.

Gamma

Enquête sur les attentats

LA POLICE À LA CHASSE AUX COUPABLES

... EN ATTENDANT LES IMMIGRÉS PAYENT

AFP

Contrôle à l'entrée d'un TGV.

L'enquête sur les attentats de Saint-Michel et de la place de l'Étoile ressemble à ces feuilletons sans queue ni tête, où les personnages se croisent, se multiplient, sans que l'on sache qui est qui et qui fait quoi. Sur la foi d'un gendarme breton, témoin providentiel, à la vision perçante, pour ne pas dire visionnaire, à la mémoire photographique, tout d'un coup sorti de sa boîte à pandores, l'un des supposés terroristes aurait tout d'abord été reconnu : Abdelkrim Deneche, un islamiste algérien résidant en Suède. La police suédoise l'a arrêté et interrogé. Le problème est que, selon la police et la justice suédoises, il disposerait d'un alibi apparemment solide pour le second attentat, celui de l'Étoile le 17 août, puisqu'il était filé… par des flics français et suédois. Ceux-ci l'ont vu à Stockholm le 17 août. Cela n'empêcherait pas bien sûr que Deneche puisse être lié à l'attentat de la station Saint-Michel du 25 juillet. Mais pour cette date il disposerait, là encore, d'un alibi. Il affirme avoir retiré de l'argent en espèces à la poste, en Suède.

Qui dit vrai dans cette affaire? Bien malin qui le sait. Même les portraits-robots diffusés au lendemain de l'attentat du RER à Saint-Michel auraient été des faux délibérément fabriqués par la police, pour brouiller les pistes nous dit-on. C'est réussi! C'est ce que nous révèle aujourd'hui la presse, qui n'en continue pas moins à nous «*informer*» sur les méandres, vrais ou supposés, de cette chasse aux suspects.

Ainsi un nouveau suspect aurait été lui aussi identifié par les services secrets algériens, grâce à un grain de beauté sur le visage. Seulement le grain de beauté ne figurait pas sur les portraits-robots. Mais puisque c'était des faux, paraît-il!

Les seuls qui peuvent s'y retrouver dans cet embrouillamini, ce sont les autorités françaises. En ce sens qu'en donnant ces informations en pâture à l'opinion, elles laissent croire que ses efforts pour retrouver les responsables de ces attentats progressent.

Mais les conséquences de cette campagne, ce sont les immigrés – ou ceux qui ne le sont pas, mais en ont l'allure – qui les subissent. Les contrôles se multiplient, pour rassurer l'opinion, nous explique-t-on. Contre les risques d'attentats, ils sont ineffi-caces. Mais pour ceux qui subissent ces contrôles de police, cela fait une brimade de plus.

Si la police ne brille pas pour retrouver les terroristes, en tout cas, elle se rattrape sur les immigrés : c'est plus facile. Et puis le «sécuritaire», c'est payant électoralement. Même si cela n'apporte pas plus de sécurité aux gens.

Roger BERTRAND

LES DÉCLARATIONS DU PARTI COMMUNISTE APRÈS LE LIMOGEAGE DE MADELIN

Madelin représenterait-il une autre politique que Juppé ou Chirac? A lire la déclaration de Robert Hue commentant, dans *L'Humanité* du 26 août, l'éviction de Madelin du gouvernement, on pourrait le croire. Pour lui en effet *«M. Madelin et d'autres que lui, dont le grand patronat et les milieux financiers, veulent imposer à toutes forces à notre peuple les critères d'austérité de Maastricht et ainsi s'en prendre aux acquis sociaux et aux services publics»*.

C'est une manière de laisser entendre que Juppé et Chirac, qui ont démissionné Madelin, représentent une politique différente… et que le gouvernement Juppé serait plus sensible à la pression populaire que d'autres. Car Robert Hue continue ainsi : *«Cette démission me conforte dans l'idée que la volonté de changement, qui est forte dans le pays, peut contraindre le pouvoir de droite à des reculs»*.

Le problème, c'est d'abord que dans l'affaire Madelin on ne peut pas dire qu'il y ait eu une pression populaire… et surtout que son éviction après ses déclarations tonitruantes ne constitue en rien un recul du gouvernement. Celui-ci va continuer la politique antiouvrière menée depuis des années par les gouvernements qui se succèdent, de droite ou de gauche, et sans doute prendre les mesures même dont a parlé Madelin. C'est en tout cas à cela que les travailleurs doivent s'attendre. Et le PCF, en tenant à l'égard de Chirac un discours quelque peu complaisant, désarme les travailleurs au lieu de les préparer à exercer la véritable pression qui pourrait le faire reculer, lui et les patrons qu'il représente.

Rencontres sur le 36.15 Ministres

Kouchner, l'ancien et très médiatique ministre de l'Action humanitaire dans les derniers gouvernements socialistes, a réuni ses amis le week-end dernier. « Réunir » (c'est le nom de son club de rencontres) qui se veut «parallèle» au Parti Socialiste avait aussi invité Simone Veil, l'ancien ministre de la Santé de divers gouvernements de droite.

Kouchner dit qu'il existe un espace entre le centre et la gauche et n'exclut pas de présenter des candidats en 1998. Voilà quelqu'un qui a la vue perçante : déjà voir une différence entre le centre et la gauche, entre Martine Aubry et Simone Veil, c'est souvent délicat, mais voir si loin… 1998, 2002, les prochaines présidentielles, pourquoi pas? En fait d'espace, un petit trou, juste pour qu'il se faufile vers un ministère, cela suffirait sans doute à son bonheur.

A. L.

Rugby

LE POGNON RENTRE DANS LA MÊLÉE

Samedi 27 août, l'«International Board», l'instance dirigeante du rugby à XV, a décidé l'annulation de l'obligation d'amateurisme qui régnait jusqu'alors officiellement dans ce sport. En réalité, depuis de nombreuses années, les joueurs touchaient des primes. Depuis 1994, même, en France, l'URSSAF prélève des cotisations sociales sur des salaires qui normalement n'existent pas!

Cette décision a été prise à cause de la lutte sans merci pour la retransmission des matchs que se livrent, à coups de millions de dollars, deux magnats de la télévision, Murdoch et Packer. Pour le rugby à XIII, ils ont acheté chacun leur équipe, ce qui fait que la prochaine Coupe du Monde se jouera avec les équipes Murdoch (France, Angleterre, Fidji, Papouasie, Nouvelle-Zélande), sans les meilleurs joueurs de la spécialité, les Australiens, qui sont eux labellisés Packer. Les responsables du rugby à XV ont donc préféré rendre ce sport professionnel plutôt que de le voir éclater. Le capitaine du XV de France a déclaré : *«Désormais il n'y aura plus d'argent sous, mais sur la table»*. Erreur, il y en aura des deux côtés. Comme au football.

Le capitalisme pourrit tout, vélo, athlétisme, foot, etc. Le sport «propre» et désintéressé est incompatible avec cette société où l'argent est le dieu du stade.

Roger BERTRAND

Les 500 réquisitions du ministre du Logement

UN TOUT PETIT PEU DE SOCIAL... POUR UN GRAND COUP DE PUB

Gamma

L'UAP faisant murer les logements inoccupés dans un immeuble en décembre 1992. Les gros propriétaires préfèrent encore murer les habitations plutôt que de les louer à des prix raisonnables.

Lundi 28 août, Pierre-André Périssol, ministre RPR du Logement, a annoncé à grand renfort de publicité, le lancement du «plan d'urgence pour le logement des plus démunis».

Ce serait le début de la réalisation des *«10 000 logements d'urgence pour cet hiver»*, un début qui commence vraiment tout doucement puisqu'il consiste principalement en la réquisition, *«au sein du parc de logements appartenant (aux) grands investisseurs institutionnels et en excluant évidemment toute réquisition chez des propriétaires individuels personnes physiques, 500 logements vides au cœur de l'Ile-de-France»*.

Tant de bruit pour... 500 logements vacants réquisitionnés! C'est dérisoire rapporté aux besoins, même si c'est mieux que rien pour les quelque 2 000 personnes qui ont l'espoir de mettre ainsi un toit au-dessus de leur tête. Mais pour mesurer la réelle volonté du gouvernement de résoudre «en urgence» comme il dit le problème du logement, il faut rapprocher ce chiffre de ceux de la situation actuelle.

Plus de 2 millions de sans-logis ou très mal-logés

Le Bureau d'informations et prévisions économiques (BIPE), sur la base du dernier recensement (1990), considérait en janvier 1995 qu'il y avait plus de 2 200 000 personnes sans logis ou très mal logées. Elles se répartissaient en 98 000 SDF, 45 000 dans des abris de fortune, 59 000 dans des centres d'urgence, 470 000 dans des meublés divers, 147 000 dans des caravanes ou autres habitations mobiles et enfin 1 429 000 dans des logements classés «hors normes» c'est-à-dire sans aucun confort, voire insalubres.

Les besoins sont donc énormes. Mais les moyens de les satisfaire immédiatement existent. Sur la base du même recensement, des chiffres ont été publiés.

Dans la seule ville de Paris, il y aurait un peu moins de 120 000 logements vacants et près d'1,5 million de m² de bureaux vides, inemployés, soit l'équivalent de 30 000 logements de 50 m²! Autant dire que, dans Paris, si le gouvernement était animé d'une véritable volonté politique de résoudre d'urgence le problème du logement, il le pourrait. La situation parisienne n'est d'ailleurs pas exceptionnelle. En province également, les possibilités et les besoins sont connus. Par exemple, dans une grande ville comme Marseille, 2 000 personnes seraient considérées comme SDF et 35 000 logements vacants sont recensés...

Les «institutionnels» se font tirer l'oreille

En attendant, le ministre du Logement exprime ses difficultés, paraît-il, à trouver des logements disponibles pour les mal-logés. Il se plaint en particulier de l'attitude des investisseurs institutionnels qui freineraient des quatre fers pour déclarer quels sont leurs logements disponibles. Le quotidien *Le Parisien* du 29 août rapportait que les AGF, l'un des plus gros propriétaires immobiliers, n'avaient donné au ministère que cinq immeubles soit 60 appartements en déclarant: «*Nous avons offert tout ce dont nous disposons*». Aussi les 500 réquisitions qui viennent d'être décidées, concernant des immeubles de l'UAP, des AGF, du Crédit Lyonnais, etc., devraient-elles inciter les institutionnels à faire preuve d'un peu plus de bonne volonté. Plutôt que d'être «réquisitionnés» d'autorité, ces grands propriétaires immobiliers pourraient lâcher des appartements qui, de toute façon, restent inoccupés tout en permettant au gouvernement de faire du social à bon compte. D'autant plus que ce même gouvernement est prêt à leur offrir des garanties et des avantages sonnants et trébuchants. En permettant à des immeubles vétustes, nécessitant réhabilitation et travaux, d'être remis en état aux frais des municipalités et de l'État, par exemple. En leur assurant aussi qu'ils recevront un loyer «au prix du marché» (appelé dans ce cas «*indemnité*») garanti par la commune et l'État. Leurs biens seront ainsi entretenus, valorisés et rentabilisés avant de leur revenir, cinq ans au plus tard après la réquisition... qui n'a, on le voit, rien à voir avec une quelconque expropriation.

Si ces 500 réquisitions de logements vacants décidées par le gouvernement Juppé restent très, très en deçà de ce qu'il faudrait, elles mettent le doigt sur un problème réel et même, à l'insu de ses promoteurs, sur la méthode à suivre pour le résoudre. Pas à la façon homéopathique, publicitaire et respectueuse des grands propriétaires immobiliers du gouvernement. Mais à condition que ces réquisitions soient menées résolument, sans recherche de profit, c'est-à-dire par la population elle-même qui sait où sont les logements vacants et combien de familles dans le besoin ils peuvent accueillir. C'est-à-dire en prenant, en fait, le contre-pied de ce qui se fait aujourd'hui.

Pierre-André Périssol déclarait en présentant son plan: «*Une société qui tolère côte à côte des personnes sans logement ou très mal logées et des locaux vacants est une société malade*». Il a trouvé ça tout seul, le ministre! Mais malade du capitalisme. Et ce n'est certainement pas de lui, ni du gouvernement auquel il appartient, que les SDF, les mal-logés, les pauvres peuvent espérer une solution à leur problème. Car le ministre du Logement qui expose son «*plan d'urgence pour le logement des plus démunis*» exerçait encore il y a peu de temps et entre autres fonctions, celles de PDG de l'un des plus importants établissements de crédit immobilier (le Crédit Immobilier de France) et de PDG d'une société de promotion (groupe Arcade) qui fit fortune dans le logement «social»...

Lucienne PLAIN

La fortune des «zinzins»

Les investisseurs institutionnels, appelés parfois les «zinzins», c'est-à-dire les compagnies d'assurances, les caisses de retraite, les mutuelles, les établissements financiers, ont placé l'argent de leurs actionnaires dans pas moins de 2500 immeubles, rien qu'à Paris. Sans compter les filiales des uns et des autres, comme les sociétés de placement immobilier dont le patrimoine représente des millions de m² (3500000 m² rien que pour Paris).

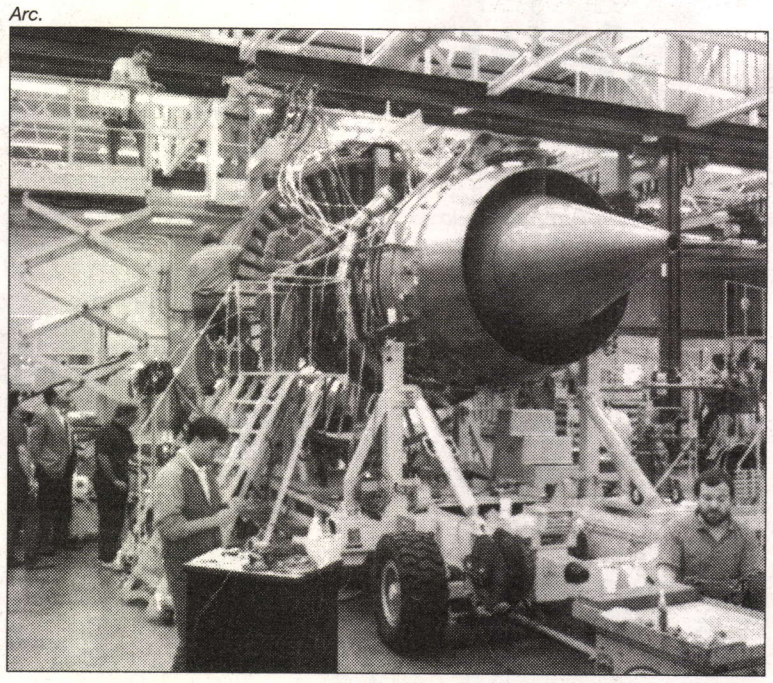
Leur parc immobilier est donc considérable et leur capacité à loger les sans-logis à la mesure...

SNECMA
Villaroche (Seine-et-Marne)

RETOUR DE BÂTON

A la SNECMA Villaroche, après les deux jours de blocage de la semaine dernière et le gardiennage du week-end organisé par la CGT, la direction escomptait que le calme reviendrait après ce qu'elle prenait pour un baroud d'honneur. Mauvais calcul.

Arc.



Dès le lundi 21 août, les travailleurs du Bâtiment 3, mécontents des concessions annoncées dans la réunion du vendredi précédent, se mettaient spontanément en grève totale à une très large majorité. Le lendemain, ils allaient accueillir les salariés de la normale en les appelant à se mettre en grève pour aller tous ensemble défiler dans le centre de Montereau tout proche.

Ce fut en vain car les salariés de la normale et du Montage ont été peu nombreux à se joindre à eux. Mais cet échec ne les a pas démoralisés et, le jeudi 24, ils ont organisé un blocage complet de l'usine dès six heures du matin. Depuis la grève de 1988, on n'avait pas vu une telle paralysie.

Peur d'une possible contagion? Calcul pour calmer le jeu? On ne sait pas. Toujours est-il qu'au cours de deux réunions de négociation dans la semaine, la direction accordait l'ouverture de quatre lignes de transport public pour les salariés en équipes, et une pour ceux en normale, qu'elle négociait avec une entreprise de transport public. Certes, la direction ne débourse presque rien puisque des cars SNECMA, on passe à des cars publics. Mais pour beaucoup de travailleurs qui demeurent à des dizaines de kilomètres de l'usine et que le déménagement va encore éloigner de leur lieu de travail, cette petite concession est perçue comme une excellente chose. D'autant plus que la direction fait la chasse au transport collectif depuis des années et qu'au début du processus de déménagement elle avait annoncé que, par principe, elle ne voulait pas entendre parler de transport collectif en invoquant le fait qu'à Corbeil il n'en existe presque plus.

La direction a aussi annoncé plusieurs augmentations d'une prime qu'elle envisage de donner en une seule fois pour «*compenser les dépenses de transport*» dit-elle, et qui s'élèvera au minimum à 13 600 F

Compte tenu des pertes de salaire et des horaires imposés qui proviennent de ce déménagement, la plupart des salariés jugent ces concessions largement insuffisantes. Aussi la grève a-t-elle continué.

Lundi 28 août, ceux du Bâtiment 3 se sont rendus à l'usine de Corbeil dans laquelle ils doivent être mutés. L'objectif était d'expliquer le sens de leur lutte aux travailleurs de Corbeil pour souligner que ce n'est pas à eux qu'ils en veulent, mais bien à la direction de la SNECMA, ainsi que pour demander des comptes à la direction de cette usine, en particulier sur son refus d'accepter que ceux du Bâtiment 3 gardent leur horaire d'équipe.

Précédés par des motards de la police et suivis par une camionnette de gendarmerie pendant tout le trajet en car, ceux du Bâtiment 3 n'ont pu pénétrer dans l'entreprise. D'autant plus que la CFDT de Corbeil brillait par son absence et que le responsable de la CGT, présent devant la porte, déclarait que la CGT Corbeil ne cautionnerait pas une entrée en force sur le centre. Pour la centaine de salariés de Villaroche qui avaient fait le déplacement, l'obstacle parut trop important à franchir. Ce n'est finalement qu'une délégation qui a été reçue et la situation n'a pas évolué.

Le lundi 28, la grève de la majorité des salariés continuait au Bâtiment 3, mais, après expérience, il reste peu d'illusions sur une possible extension du mouvement au reste de l'entreprise. Les plus combatifs ont comme perspective de continuer une lutte de harcèlement. De nouvelles initiatives sont prévues mardi 29 avant une nouvelle réunion de négociations convoquée par la direction, mercredi 30.

C'est ce même lundi, en équipe d'après-midi, que des travailleurs recevaient les premières lettres indiquant que, le lundi 4 septembre, ils devaient prendre leur poste de travail à Corbeil.

Correspondant LO

AT & T - GIS
Massy et La Défense (Région parisienne)

DÈS LA RENTRÉE, LA DIRECTION ATTAQUE

AT&T-GIS (ex-NCR) est une entreprise d'informatique devenue filiale d'AT&T, multinationale américaine. Cela fait plusieurs années que des postes sont supprimés, à coups de départs en retraite anticipés ou de licenciements. Fin juillet, la direction nous a fait part d'un plan de restructuration dont les modalités devraient être connues avant la fin septembre.

Prétextant une baisse de rentabilité, la direction a décidé de sacrifier des services, pour se recentrer sur ce qui est jugé par elle le plus profitable, c'est-à-dire l'installation d'ordinateurs et de services liés à ceux-ci dans la finance, la distribution et les télécommunications.

Combien cela va-t-il entraîner de suppressions d'emplois? Pour l'instant elle ne le précise pas, mais comme dit brutalement la direction américaine, *«cela ne va pas libérer les personnels d'AT&T de leur anxiété»*... !

La direction d'AT&T-GIS prétend qu'elle perdrait de l'argent. Elle annonce 189 millions de dollars de perte au second trimestre. Mais d'où sortent ces chiffres, et comment sont-ils calculés ? Évidemment elle ne nous donne aucun moyen de les vérifier. Si les employés avaient réellement accès aux livres de comptes, ils pourraient poser d'autres questions : combien ont touché les hauts dirigeants ? Combien de profits se sont-ils versés, à eux et aux actionnaires ? etc.

D'ailleurs, les chiffres fournis montrent à quel point la direction se fiche de nous. Car au premier trimestre, la filiale à laquelle nous appartenons avait augmenté ses ventes et son chiffre d'affaires. Et pour sa part, le groupe qui nous chapeaute, AT&T, annonce en ce moment même plus d'un milliard de dollars de bénéfice d'exploitation au premier trimestre !

Bénéfices ou pas, il n'y a aucune raison que ce soient les travailleurs qui paient la casse. S'il y avait vraiment des pertes, pourquoi ne pas prendre sur les profits accumulés par le passé et qui permettent aux gros actionnaires de disposer d'un beau pécule. Mais il n'y a même pas perte, au niveau du groupe.

Correspondant LO

Les Milles de Sébastien Grall

Fin 1940 : Paris vient de tomber et l'armée allemande fonce vers le Sud. Dans la région d'Aix-en-Provence, au village des Milles, cela soulève une vive émotion parmi plusieurs milliers de personnes qui ont toutes les raisons de craindre ce qui risque alors de se passer. Il s'agit, en effet, des détenus du camp des Milles, des Allemands et Autrichiens juifs ou antinazis pour la plupart, que l'État français a internés sous prétexte qu'ils avaient la nationalité des pays ennemis, et qu'il s'apprête, une fois signé l'armistice, à remettre aux nazis. Comme avant eux les autorités françaises avaient interné des centaines de milliers de réfugiés espagnols antifranquistes.

A l'échelon de commandement dont dépend Les Milles c'est en effet ce qui se prépare, comme dans les nombreux autres camps qui couvrent alors tout le pays. Sauf que le chef des Milles, un officier invalide qui s'est déjà manifesté en essayant d'adoucir les conditions d'« hébergement » de ses détenus, ne l'entend pas de cette oreille. Pour sauver, dit-il, «*l'honneur de la France*», il va donc tenter de sauver ceux dont il a la responsabilité. Il réquisitionne un train pour envoyer «ses» détenus vers Bayonne, d'où un bateau devrait les conduire au Maroc avant l'arrivée des troupes allemandes.

Le sujet du film *Les Milles* c'est donc ceci : une épopée (la traversée de tout le sud de la France par ce train, malgré embûches et bombardements) et le refus d'un commandant de devenir un salaud en s'abritant derrière les ordres reçus.

Cette fiction cinématographique n'a qu'un rapport lointain avec la réalité, même si le metteur en scène s'est, entre autres, inspiré du récit d'un écrivain allemand, Lion Feuchtwanger, ancien interné des Milles, qui eut, lui, la chance d'en réchapper. Il y a bien eu un train des Milles mais, affrêté par l'état-major et après maints détours, il revint à son point de départ avec ses voyageurs dont le sort fut le même que celui de dizaines de milliers d'autres internés.

Certes, c'est le droit du cinéaste de réaliser un film de fiction, et celui-ci est plus ou moins réussi. Mais le contenu de ce choix n'est pas neutre : on regrette qu'en focalisant son sujet sur le commandant et ses subordonnés, l'auteur renvoie dans une masse indifférenciée les internés, dont on ne sait rien ou presque de ce qu'ils sont, ni de ce qui les anime. En revanche, on sait tout ou presque du «héros» cabochard et des autres militaires, et même de leurs faiblesses sinon lâchetés que Sébastien Grall réussit par un tour de force à présenter de façon sinon toujours sympathiques, du moins excusables. Ils ne seraient que des faibles, désorientés face à un pouvoir politique qui a, lui, trahi les «*idéaux de la France*».

Un tel parti pris fait, en fin de compte, de ce film un plaidoyer pour l'armée française qui, au travers de l'attitude du commandant des Milles (admirablement joué par Jean-Pierre Marielle), aurait sauvé son honneur et celui de la France. Une façon de voir avec laquelle on ne peut pas être d'accord et qui travestit la réalité politique de la période.

Reste le sujet lui-même, l'existence de camps français qui furent une antichambre de la mort pour de nombreux antinazis, antifranquistes, Juifs ou Tziganes qui avaient cru trouver en France une « terre d'asile ». Et si *Les Milles* a un intérêt, c'est d'être le premier à aborder cette question, du moins sous une forme grand public, même s'il en donne une vision contestable.

P. L.

Dans le seul livre consacré au *Camp d'étrangers des Milles 1939-1943* (éd. Edisud 1989), André Fontaine signale qu'une stèle élevée près du camp évoque mensongèrement *«les patriotes français»* qui y furent internés. Il y eut bien des Français aux Milles, mais c'étaient des gardiens de l'armée ou de la police, tandis que les internés, eux, étaient étrangers.

Une réalité que l'État français s'est efforcé de cacher pendant un demi-siècle, n'hésitant pas à interdire ce qui aurait pu évoquer sa responsabilité dans la répression et l'anéantissement de centaines de milliers de gens. Ainsi, en 1956, la censure avait, par exemple, obligé Alain Resnais à supprimer de son film, *Nuit et Brouillard*, une scène qui montrait un bout de képi de gendarme français face à des déportés en route pour les camps de la mort.

À propos des camps d'internement français

De 1939 à la fin de la guerre, la France a interné 600 000 personnes, de son propre chef et sans que l'«occupant» le lui ait demandé. D'ailleurs, l'internement, dans des conditions d'insalubrité effroyable, de 200000 réfugiés espagnols antifranquistes débuta bien avant la guerre et a fortiori l'occupation.

Viollet

Après les camps pour « étrangers indésirables » allaient s'ouvrir des camps destinés aux « Juifs étrangers» – avant bien d'autres. Ici à Pithiviers en mai 1941, sous la surveillance de gardes mobiles.

250 centres de détention furent ainsi aménagés un peu partout, mais surtout dans le Sud et le Bassin parisien, pour interner ceux que Pétain allait, plus tard, appeler «*les forces de l'anti-France*». Mais c'est dès le 12 novembre 1938 qu'un décret-loi du gouvernement Daladier avait créé ces «*centres spéciaux de rassemblement (destinés) aux étrangers indésirables*». Et de fait étaient tenus pour «indésirables» tous ces exilés, démunis généralement de tout et souvent même de simples papiers en règle, qui avaient dû quitter leur pays pour fuir la misère et les dictatures qui couvraient une bonne partie de l'Europe d'alors. Des romans-témoignages, tels *Arc de triomphe* d'Erich-Maria Remarque, *La lie de la terre* d'Arthur Koestler et *Le diable en France* de Lion Feuchtwanger, ont retracé les tribulations de ces réfugiés sans papiers, victimes de patrons qui en profitaient pour les exploiter tandis que la police leur donnait la chasse. Une fois internés, l'État français ne leur donnait souvent pas d'autre choix qu'entre être renvoyés dans leur pays, et donc vers la prison sinon la mort, ou être « volontaires» pour la Légion étrangère.

A partir de l'été 1939 et de la déclaration de guerre, Allemands, Autrichiens, Tchèques, Italiens, Juifs d'Europe centrale rejetés de partout comme «apatrides» furent internés en masse. Ils étaient considérés comme des «ennemis» alors que certains avaient déjà goûté des camps hitlériens ou mussoliniens ou échappé aux pogromes antisémites nazis. C'est que pour l'État français, ces nombreux militants communistes, socialistes, anarchistes ou syndicalistes réchappés d'Allemagne, d'Espagne ou d'Italie étaient bien, de par leurs idées et leurs activités, des ennemis. Et ils furent traités comme tels. Dans son livre, *Les camps de la honte* (éd. La Découverte), Anne Grynberg rapporte qu'au cimetière de Nexon, en Haute-Vienne, une pierre tombale indique qu'«*Ici reposent 59 Israélites victimes du nazisme*», alors, écrit-elle, que «*la plupart d'entre eux (internés au camp de Nexon) sont décédés avant le 11 novembre 1942, c'est-à-dire avant l'occupation allemande de la zone Sud*».

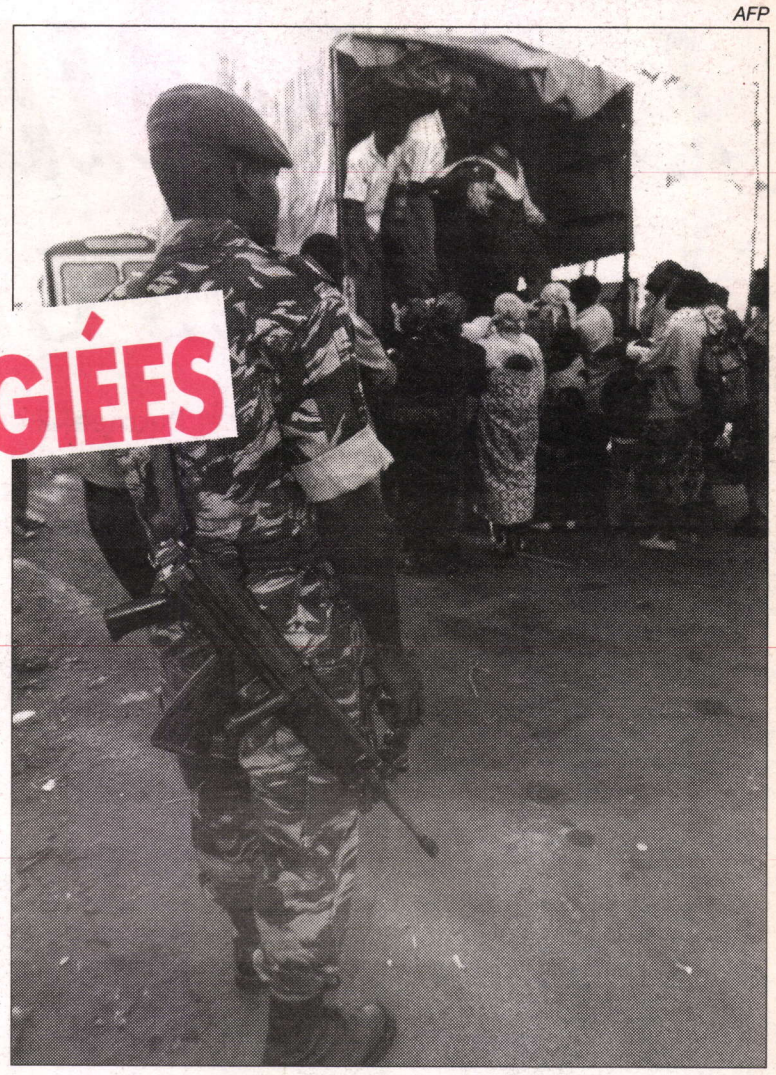
C'est que, à la différence de ce que voudrait faire croire la légende patriotique d'une France prétendue « *terre d'asile* » qui aurait défendu d'autres valeurs que celles des nazis, l'État français, sa police, son armée, ses classes dominantes et leur personnel politique n'attendirent pas Pétain pour ériger la xénophobie en doctrine officielle et la traduire en actes et faire la chasse aux militants ouvriers ou de gauche. Même sous le Front Populaire les camps d'internement, dans les colonies, fonctionnèrent à plein régime et, en France même, les restrictions à l'émigration ne furent pas abrogées. Et c'est cette Chambre élue sous le Front Populaire qui, avant même de voter les pleins pouvoirs à Pétain, soutint Daladier, le créateur de ces camps-prisons dans lesquels les nazis n'eurent plus qu'à puiser leur moisson de victimes après que les autorités françaises leur en eurent remis les clés.

Jean GALLET

Zaïre

L'ARMÉE DE MOBUTU S'EN PREND AUX POPULATIONS RÉFUGIÉES

AFP



Il y a deux semaines, pendant que Mobutu se prélassait dans sa propriété de la Côte d'Azur, les soldats de la garde présidentielle zaïroise se sont abattus sur les camps de réfugiés, concentrés dans l'est du pays. Après avoir dévasté et pillé plusieurs de ces camps, l'armée de Mobutu a en quelques jours expulsé près de 15 000 personnes originaires du Rwanda.

Pour le régime zaïrois, cette opération avait pour objectif d'accélérer le rapatriement de ces exilés, tout en attirant l'attention des grandes puissances sur le problème des réfugiés qui ont, depuis 1994, afflué aussi bien du Rwanda que du Burundi. Fuyant la guerre civile et l'avance du FPR pour les premiers, les massacres organisés par l'armée pour les seconds, ils seraient aujourd'hui plus d'un million concentrés dans la zone frontalière à l'est du Zaïre.

Mais s'il est vrai que le poids de ces populations s'ajoute aux difficultés de ce pays de 40 millions d'habitants, Mobutu a grandement contribué à plonger le Zaïre dans le chaos, en exerçant sa dictature depuis trois décennies, en pillant systématiquement les ressources du pays et en se faisant le zélé serviteur de l'impérialisme.

Quant à l'impérialisme, tout particulièrement l'impérialisme français, il porte une lourde part de responsabilité dans la situation catastrophique de cette région. Après avoir soutenu jusqu'au bout l'ancien régime rwandais – et après que l'armée française eut trempé dans le complot qui fut le point de départ des massacres de l'an passé –, c'est le gouvernement français qui a installé et concentré des centaines de milliers de réfugiés fuyant l'avance du FPR au Rwanda en 1994.

Le calcul du tandem Mitterrand-Balladur était, avec la complicité de Mobutu, de limiter la débâcle de leurs alliés et de conserver ainsi une carte à jouer dans la région.

Car dans ces camps, qui comptent jusqu'à 200 000 réfugiés comme à Kibumba ou Kashusha, les exilés rwandais restaient sous l'emprise des anciens dignitaires du régime d'Habyarimana, des milices hutues et des soldats des ex-Forces Armées Rwandaises, responsables des massacres perpétrés en 1994 contre la minorité tutsie et l'opposition. Prenant en otages ces populations réfugiées afin de forcer le nouveau gouvernement à négocier, voire à préparer un retour en force au Rwanda, ces dignitaires continuent à faire régner leur loi dans les camps, usant de pressions, allant même jusqu'à l'assassinat, pour dissuader tous ceux qui pourraient être tentés par un retour au pays. Et de l'autre côté de la frontière, les méthodes du régime militaire mis en place à Kigali après la victoire du FPR n'ont visiblement rien à envier à celles du régime d'Habyarimana qu'il a remplacé. Elles ne sont en tout cas pas de nature à rassurer les exilés.

Ainsi, rejetées par les uns, soumises aux pressions des autres, les populations exilées continuent à payer chèrement la politique des dictateurs africains.

L'impérialisme français a su nous abreuver d'images sur le drame des réfugiés rwandais lorsqu'il voulait justifier l'intervention des troupes françaises et l'opération « Turquoise », il s'en lave aujourd'hui les mains. Mais c'est lui qui est responsable et coupable.

Roger MEYNIER

Algérie

UN « PROCESSUS ÉLECTORAL » DANS L'IMPASSE

Les élections présidentielles que les dirigeants algériens avaient prévu d'organiser le 16 novembre 1995, pourront difficilement, même si elles ont lieu, donner au régime actuel la légitimité qu'il recherche.

Il faut dire que l'équipe de l'actuel président Liamine Zeroual, dont les discussions avec les dirigeants de l'ex-FIS ont tourné court, a choisi, comme c'était prévisible, non seulement de ne pas associer l'ex-FIS à ce scrutin, mais aussi de ne pas assouplir sa position face aux islamistes radicaux.

Les principaux partis d'opposition (le FLN qui est l'ex-parti unique, le FFS d'Aït Ahmed, le MDA de Ben Bella ainsi que divers partis plus petits) ont annoncé dans une déclaration commune avec l'ex-FIS qu'ils appelaient à boycotter ce scrutin. Une position peu surprenante non plus puisque, depuis leur réunion, en janvier, à Rome avec des représentants du FIS, et la signature d'un appel commun, les dirigeants de ces partis demandent au gouvernement que le FIS soit réhabilité et réintégré dans la vie politique.

Il ne reste donc plus pour jouer au jeu électoral préparé par les militaires que des personnalités ou des courants politiques liés aux sphères dirigeantes qui se maintiennent en place depuis plusieurs années en opposant au terrorisme islamiste leur propre terrorisme, un terrorisme d'Etat tout aussi barbare et sanglant.

Les arguments et les positions avancés par les partis d'opposition qui aujourd'hui appellent à boycotter cette mascarade montrent quelle conception ils ont de la démocratie. Car s'ils prônent la reconnaissance du FIS et acceptent en quelque sorte de lui donner une caution, c'est pour préserver leur avenir et leur chance de collaborer avec les islamistes si, demain, ceux-ci l'emportaient.

Ce nouvel épisode de la crise sociale et politique qui secoue l'Algérie depuis des années se conclura peut-être par un simulacre de consultation électorale. Ou peut-être par un regain de tensions entre les islamistes et le pouvoir, et certainement par l'un et l'autre. Peut-être verra-t-on simplement les militaires accentuer leur pression et occuper plus ouvertement encore le devant de la scène. Mais de toute façon, la guerre civile larvée, qui fait que chaque jour on voit d'un côté les islamistes perpétrer des attentats meurtriers, assassiner non seulement des militaires, des policiers ou des représentants du pouvoir mais aussi des femmes, des journalistes, des instituteurs, tandis que dans le camp d'en face on organise des massacres, des chasses à l'islamiste dans les quartiers pauvres, des liquidations et des tortures, ne s'arrêtera pas.

Il est sûr que la population pauvre d'Algérie n'a rien à attendre de Zéroual, l'actuel numéro 1 du pouvoir, de Redha Malek l'ex-Premier ministre, ou même de tout autre politicien issu du même sérail qui demain se présentera peut-être quand même à ses suffrages. Mais elle n'aurait rien eu à attendre non plus de ce scrutin – sauf peut-être des illusions – si les divers partis reconnus y avaient participé. S'il y a une issue pour tous ceux qui en Algérie ne veulent ni de la dictature de l'armée, ni de celle du FIS, elle est du côté de ceux qui sont prêts à défendre les droits des pauvres, des femmes, des jeunes à vivre librement dans leur pays. Elle est du côté de ceux qui pensent que les responsables de la misère sont non seulement dans les rangs du pouvoir et des couches dirigeantes qui le soutiennent, mais aussi bien sûr parmi les exploiteurs, les profiteurs et les mafias qui ont choisi de jouer la carte des islamistes. Elle est du côté de ceux qui ont et auront le courage de faire en sorte que la lutte de classe, en Algérie, soit à nouveau menée par les travailleurs, les paysans pauvres, du côté de ceux qui savent que c'est dans les luttes sociales que la jeunesse pauvre, sur le désespoir de laquelle les islamistes se sont appuyés, peut reprendre espoir et courage.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995